



HAL
open science

Le développement : substitut ou approche complémentaire de la sécurité ?

Huchon Jean

► **To cite this version:**

Huchon Jean. Le développement : substitut ou approche complémentaire de la sécurité ? : l'exemple de la sécurisation du nord-ouest du Kenya. *European journal of development studies*, 2005, vol. 17 (3), pp.481-495. hal-00458304

HAL Id: hal-00458304

<https://hal.science/hal-00458304>

Submitted on 26 Feb 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE DEVELOPPEMENT : SUBSTITUT OU APPROCHE COMPLEMENTAIRE DE LA SECURITE ?

l'exemple de la sécurisation du nord-ouest du Kenya

Epizooties, sécheresses, famines, pauvreté, dégradations environnementales, raids et conflits interethniques tendent largement à caractériser le nord-ouest du Kenya. Aux yeux de l'Etat kenyan, comme à ceux des opérateurs de développement, c'est une zone marginale, un espace « en crise » qui doit donc nécessairement faire l'objet d'interventions visant à sécuriser¹. Le terme de « zone » nous renvoie d'ailleurs à l'action d'un planificateur extérieur soutenant qu'il n'y aurait pas de développement possible sans sécurité préalable. Pourtant certains leitmotifs nous rappellent régulièrement que la pauvreté composerait le ferment de l'insécurité ; ainsi, il n'y aurait pas de sécurité viable sans développement. Chaque acteur institutionnel apporte en fait sa propre définition au concept de sécurité et à ses liens avec le développement et met en œuvre des approches « sécuritaires » différenciées : alors que l'Etat envisage de faire cesser les conflits entre les groupes par un contrôle accru des territoires avant de chercher à stimuler un processus de développement, les opérateurs de développement préconisent de sécuriser par le développement.

Comment ces approches sécuritaires différenciées se traduisent-elles au niveau local ? Sont-elles dépendantes l'une de l'autre ? Sont-elles en contradiction ou complémentaires ? Dans quelle mesure faut-il sécuriser avant d'envisager une quelconque stratégie de développement ? La sécurisation militaire de l'espace rentre-t-elle dans le cadre des politiques de développement ? Ou le développement peut-il se poser comme un mode de sécurisation de l'espace ?

I- Nature de l'insécurité et politiques sécuritaires dans le nord-ouest du Kenya

1- Manifestations et définitions de l'insécurité.

Même si l'information est relativement succincte, l'insécurité du nord-ouest du Kenya est évidente tant dans la presse nationale que dans les revues scientifiques. On y évoque surtout une insécurité chronique, cyclique, principalement due aux aléas climatiques touchant la production agro-pastorale. Les manifestations d'insécurité apparaissent multiples et indissociables ; l'insécurité alimentaire menant à l'insécurité économique et physique, et réciproquement.

Loin du déterminisme physique, les récentes crises climatiques des années 1990 ont effectivement touché le cheptel bovin des populations pastorales Turkana et Pokot. En 1997 notamment, la sécheresse a touché une part importante des troupeaux familiaux, alors qu'une épidémie de peste bovine a fini de décimer les animaux affaiblis en 1998. Si les ventes de bétail ont sensiblement augmenté en 1998, c'est que les éleveurs ont bien souvent tenté de vendre leurs bêtes avant de les voir mourir de la peste ; quoi qu'il en soit, le marché au bétail s'est finalement effondré l'année suivante. L'essentiel des moyens de production ayant disparu, la famine s'est étendue sur toute la région lors de la saison sèche de 1999. Depuis, les populations touchées dépendent essentiellement de l'aide alimentaire. En juin 2001, 130 000 personnes bénéficiaient ainsi des distributions du Programme Alimentaire Mondial dans le district de West-Pokot (260 000 habitants), ils étaient près de 200 000 deux mois plus tard.

Certains éleveurs sont toutefois soupçonnés de trouver une alternative dans l'économie de conflit : celle de la vente d'armes et de munitions, celle des raids sur le bétail des groupes voisins. La proximité de l'Ouganda, de l'Éthiopie et du Sud-Soudan où se succèdent les guerres civiles depuis plus de trente ans ne sont pas sans rapport avec cette évolution. Les armes renforcent la capacité des jeunes à évoluer dans une société de plus en plus caractérisée par l'insécurité. De 1997 à 2002, les Pokot sont ainsi simultanément en conflit avec les Turkana et les Marakwet au Kenya, et les Karimojong Piam et Bokora en Ouganda. Ces derniers sont eux-mêmes en conflit avec les Turkana, les Sebeï, les Tepeth et les Karimojong Matheniko. Des affrontements opposent aussi les Turkana au Toposa du Sud-Soudan, qui pour leur part se battent contre les Dinka du Sud-Soudan et les Niangatom d'Éthiopie...

Bien qu'il soit difficile de comptabiliser avec précision le nombre de victimes, il n'est pas irréaliste d'avancer des chiffres supérieurs à 500 morts et à plusieurs dizaines de milliers de déplacés depuis 1995 : rien qu'en une seule journée de décembre 1999, plus de cent personnes furent tuées dans une embuscade menée par des guerriers karimojong ; de même, en mars 2001, 58 personnes furent assassinées par un groupe de pokot ; plus récemment, 30 individus ont péri dans une attaque de guerriers pokot à Gabong.

La fréquence et l'intensité des raids perturbent les parcours de transhumances pastorales et affectent par conséquent la production. Certaines des meilleures aires de pâtures sont abandonnées. Les *locations* de Riwa et de Tirioko dans le district de Baringo, ou de Masol dans le district de West-Pokot notamment, sont inhabitées depuis les années 1970 du fait des conflits entre Pokot et Turkana. D'autres aires stratégiques, comme le périmètre d'irrigation d'Orwa dans le district de West-Pokot, sont désertées depuis 1997.

Les populations touchées par les attaques se réfugient généralement en périphérie des centres de commerceⁱⁱ, où elles dépendent exclusivement de l'aide alimentaire. Il est difficile de remettre en cause ces distributions alimentaires, tant il s'agit parfois d'une question de survie. On peut cependant regretter qu'envisagées à court terme, elles s'étendent trop souvent dans le temps : débutées en 2000, les distributions du Programme Alimentaire Mondial ont par exemple perduré dans le nord-Ouest en 2001 bien après la période de soudure et la reprise des précipitations. Habitues à cette aide récurrente depuis une vingtaine d'années, les populations victimes de la sécheresse rejoignent aujourd'hui rapidement les périphéries des centres administratifs de la région. Les faubourgs d'une ville comme Lodwar (3 000 habitants), dans le district de Turkana, abritent près de 40 000 réfugiés à chaque hivernage. Les distributions étant fonction du revenu des familles, celles-ci ne sont bien souvent pas incitées à développer des activités génératrices de revenus de peur de perdre le bénéfice des rations alimentaires. En d'autres termes, le principe des distributions alimentaires gratuites est susceptible d'installer progressivement les populations démunies dans une pauvreté structurelle. En l'absence d'opportunités économiques viables, dans l'incapacité matérielle et morale de reproduire leur condition d'existence, parce qu'elles ne disposent pas du capital nécessaire pour survivre, et parce qu'elles ne dégagent pas les surplus nécessaires à l'entretien de relations sociales indispensables à la poursuite d'une activité, elles tombent donc souvent dans le piège de la pauvreté (Anderson, 1999).

Les jeunes générations ont alors parfois tendance à venir gonfler les rangs des bandes armées dans l'espoir de retrouver un troupeau capable d'assurer leur retour au pastoralisme, et par-là même une reconnaissance sociale au sein du groupe. Le raid est un moyen rapide et particulièrement efficace de reconstituer un troupeau. Le fait est que les jeunes rejoignent d'autant plus facilement les bandes de *raiders* qu'ils ne sont pas forcément contraints de subvenir aux besoins alimentaires quotidiens de leurs familles restées au camp permanent, puisque ceux-ci sont assurés en grande partie par des distributions gratuites.

Ainsi, insécurité alimentaire et conflits armés entretiennent la pauvreté, elle-même à la base de l'essor d'une économie de conflit. Insécurité alimentaire, physique et économique sont liées et semblent s'entretenir l'une l'autre ; elles constituent de fait un frein au développement.

2. Mode de sécurisation par l'Etat et discours politiques sur l'insécurité.

- ***L'encadrement territorial dans une optique de pacification***

Reconnu dès les premières heures de la colonisation comme une zone sans ressource et soumise à d'incessants conflits « intertribaux », le nord-ouest est d'abord épargné par la conquête britannique, laissant le champ libre aux aventuriers et autres « chasseurs d'ivoires ». Ce n'est qu'à la fin de la Première Guerre Mondiale que les Britanniques décident d'intervenir, après avoir pris conscience de la menace que pouvait constituer la proximité de cette zone grise sur la souveraineté territoriale de la couronne.

A l'époque, les raids de bétail sont interprétés par les occidentaux comme des guerres de conquête opposant les différentes communautés qui peuplent la région. Suivant cette logique, et pour les éviter, il a d'abord été décidé de définir des appartenances territoriales et de fixer des territoires respectés. Cette démarche, dite de pacification, était par ailleurs nécessaire au contrôle administratif et à l'intégration des populations dans l'ensemble nationalⁱⁱⁱ.

Sur le plan fonctionnel, les limites administratives ainsi conçues sont ambivalentes. En effet, si délimiter un territoire c'est l'intégrer comme objet constituant le territoire national, c'est aussi et surtout définir des lieux d'interdiction, de séparation, de contrôle et de défense^{iv}. Ainsi, le cloisonnement territorial, c'est-à-dire la mise en place de compartiments étanches visant à bloquer, limiter ou en tout cas contrôler les mouvements, a surtout pour effet de fixer les zones de conflits. D'une part, les limites tendent à cristalliser les animosités entre les groupes définis comme ennemis : des communautés voisines deviennent étrangères comme si elles étaient séparées par une frontière (Médard, C)^v. D'autre part, le territoire définissant les populations, celles-ci ne sont en tort non pas parce qu'elles commettent des délits, mais parce qu'elles se trouvent là où elles ne devraient pas : un Turkana dans le district de West-Pokot est de fait un bandit. Ce principe est d'autant plus néfaste qu'il affecte les transhumances du bétail, les migrations de populations, et surtout les échanges interethniques et donc les possibilités de médiations (une démarche finalement souhaitée, puisqu'ainsi l'administration devient le seul intermédiaire possible dans la résolution des conflits inter-ethniques). Dans ce contexte, des conflits locaux prennent une dimension clairement territoriale ; une situation qui exacerbe d'autant les risques d'affrontements et conduit à la transformation des limites en zones tampons entre les groupes définis suivant des critères ethniques.

- ***Le renforcement institutionnel comme mode de sécurisation***

Malgré les risques encourus, le maillage territorial est l'étape essentielle à l'établissement de structures de contrôle administratif et politique. L'Etat a d'emblée eu pour souci de créer un niveau d'autorité intermédiaire entre son administration centrale et les populations locales. L'objectif était pourtant difficile à atteindre étant donné qu'aucune structure politique centralisée n'était reconnue. L'absence de personnages de pouvoir au sein des sociétés acéphales locales a alors contribué à la remise en question du principe de l'*indirect rule* et à la nomination de *chiefs* comme représentants de l'administration auprès des communautés. Cette mesure permettait d'assurer un contrôle direct de la périphérie par l'administration centrale (Bourmaud, 1988). Puis, afin de casser la dichotomie entre pouvoirs traditionnel et moderne, des gouvernements locaux ont été créés à la fin de la Deuxième

Guerre mondiale. L'administration a ensuite engagé un certain nombre de réformes institutionnelles qui annonçaient le renforcement progressif de ces structures politiques et l'apparition d'une élite politico-économique déjà bien intégrée au système colonial moderne.

Sans grande légitimité électorale, cette classe politique a fait sienne la question des territoires administratifs et a fini par user du discours sur l'insécurité pour se positionner sur la scène nationale. L'objectif n'était pas tant de proposer des solutions, que de trouver des responsables extérieurs pour expliquer les problèmes d'insécurité. Ainsi, les conflits localisés sur les limites administratives sont devenus les outils de l'intégration, dans le sens où leur instrumentalisation participe au processus d'intégration de certains acteurs politiques. Par exemple, à l'indépendance, l'insécurité a fait partie des débats opposant les promoteurs d'un modèle de gouvernement fédéral à ceux défendant un modèle centralisé. Face au démembrement des terres blanches notamment, les revendications territoriales se sont faites plus fortes ; des politiciens s'autoproclamaient représentants d'un groupe ethnique, et s'opposaient aux autres afin d'obtenir une circonscription électorale et une part des terres redistribuées^{vi}.

Mais c'est au cours des années 1990, que les Membres du Parlement élus dans le district de West-Pokot ont sans doute les discours les plus virulents à l'égard des autres ethnies et de l'Etat. Ils visent surtout l'administration locale, les populations « non-Pokot » qui vivent dans le district de West-Pokot, et les autres politiciens élus dans les circonscriptions électorales voisines du district. Soutenant que la sécurité est un préalable au développement, ils accusent l'administration de ne pas mettre en œuvre les moyens nécessaires pour sécuriser la région, et tentent de démontrer que l'Etat marginalise les Pokot. Ces accusations sont en fait indirectement dirigées vers les groupes ethniques voisins qui, selon eux, domineraient la tête de l'Etat, provoqueraient les Pokot pour entretenir l'insécurité et empêcheraient ainsi tout projet de développement.

De tels discours leur permettent de faire entendre leur voix sur la scène régionale et nationale, notamment grâce à une couverture médiatique particulière. Ainsi, alors qu'ils présentent les Pokot comme des victimes de la construction de l'Etat, la presse nationale les place plutôt au rang de bourreaux de l'Etat. Loin de mettre fin aux affrontements, les politiciens attisent effectivement la violence. Il faut cependant souligner que la virulence des discours, les menaces et les appels à la révolte paraissent largement secondaires aux yeux des populations locales, et peuvent être considérés comme faisant partie d'une certaine rhétorique servant à faire entendre sa voix. Seuls les thèmes démontrant la particularité de la culture pokot et de son histoire semblent être retenus localement ; c'est-à-dire les thèses renforçant le sentiment identitaire d'individus qui, face à la pression foncière et au chômage entre autres, s'estiment lésés ou abandonnés par l'Etat^{vii}.

- ***La répression face à l'insécurité***

Traditionnellement, là où l'Etat est incapable de sécuriser ou de contrôler l'espace, il use de son pouvoir d'exclusion. Dépassée par la recrudescence des raids de bétail ces 15 dernières années, l'administration a employé la force à plusieurs reprises avec une violence parfois démesurée. On peut en fait parler d'excès de la politique d'intégration puisque l'Etat passe finalement de témoin, ou du moins d'intermédiaire, à acteur des conflits.

Les plaines pastorales sont ainsi devenues les terrains de manœuvre d'un certain nombre de groupes militaires para-étatiques (*Anti Stock Thief Unit, General Service Unit, Administrative Police*), non pas chargés de résoudre l'insécurité, mais de veiller à en limiter l'ampleur. Malgré cela, le mode d'intervention reste inefficace et peu adapté à la nature des agressions. D'une part, les raiders sont familiers du terrain et extrêmement mobiles. D'autre part, les déploiements militaires d'envergure (en 1984, 1986 ou 1997 par exemple) sont décidés au coup par coup, pour contenir la menace et non pour

assurer le rôle de protection des civils. On peut d'ailleurs souligner que la plupart des interventions militaires font suite à des raids ayant menacé la sécurité des hauts plateaux occidentaux qui constituent un centre économique national stratégique (le plateau de Trans-Nzoïa, par exemple, fournit près de 25% de la production nationale de céréales). Dans l'arrière pays, au contraire, l'incapacité de l'Etat à maintenir la sécurité motive alors les communautés locales à assurer elles-mêmes leur protection en regroupant leurs troupeaux sous la garde de groupes de bergers armés (bien souvent assimilés, à tort ou à raison, à des bandes de *raiders*). Cette évolution alimente par ailleurs l'économie de conflit et explique pourquoi les raids qui concernaient autrefois une quarantaine d'animaux, touchent aujourd'hui par endroit des troupeaux de plusieurs centaines de bêtes.

Ainsi, la projection spatiale de l'Etat dans la région est loin d'être sécurisante, d'autant plus que les moyens déployés semblent plutôt propices à alimenter le cycle de l'insécurité. Pour autant, on ne peut ignorer les tentatives étatiques en faveur du développement : incitations et appui à l'essor de filières agricoles, efforts dans le domaine de la santé et de l'éducation primaire, etc. Mais face aux besoins et aux faiblesses des pouvoirs publics, d'autres acteurs prennent le relais.

II- Nouvelles perspectives de la lutte contre l'insécurité : le rôle du développement.

L'insécurité est indéniablement un thème de mobilisation pour les organisations humanitaires et de développement. Partant du principe qu'avant d'être physique, l'insécurité est surtout économique, que la violence est révélatrice d'une crise bien plus profonde que ce que laisse entrevoir le problème des raids, deux grands types de programmes coexistent dans le nord-ouest du Kenya. Les premiers s'attachent à intégrer les populations locales dans l'économie nationale, à travers le développement d'une agriculture irriguée de rente ; tandis que les seconds visent à renforcer les capacités de production pastorale par des programmes de *restocking*^{viii}.

Ces programmes de développement sont réfléchis en fonction d'une préoccupation de sécurisation ; mais il n'empêche que le développement comporte une notion de risque et génère parfois des inégalités spatiales, peu compatibles avec les approches « sécuritaires » dont se réclament certains opérateurs.

1. Développement des périmètres irrigués et intégration au marché.

Plusieurs projets de périmètres irrigués ont successivement été créés dans les années 1980, avec pour triple objectif de créer de l'emploi (le manque d'emploi étant la principale cause reconnue du ralliement des jeunes aux bandes de *raiders*) et d'intégrer les populations au marché national, tout en luttant contre le déficit alimentaire. Certains opérateurs développent aujourd'hui d'autres arguments liés au caractère stratégique et "pacificateur" de ces périmètres. Aussi, c'est la création d'une communauté et d'un marché où puissent se développer des liens de sociabilité entre anciens ennemis qui est en jeu, à travers l'organisation des producteurs autour de la gestion de l'eau.

Si ces programmes d'irrigation ont été conçus dans un premier temps pour les éleveurs démunis, la plupart des bénéficiaires sont en réalité des familles déjà impliquées dans l'agriculture sur les escarpements du rift. En effet, pour les éleveurs sans bétail, l'agriculture ne représente qu'une étape avant le retour à une vie plus pastorale (Anderson, 1999) : ils tentent généralement de reconstituer leur troupeau, et accordent de plus en plus de temps à leur élevage au détriment d'une agriculture irriguée justement consommatrice de main d'œuvre. A l'inverse, les populations pratiquant déjà l'agriculture, s'impliquent souvent plus dans la gestion des périmètres, ce qui en garantit alors le succès et la pérennité chère aux opérateurs. Aussi, d'une réponse au déficit alimentaire, les objectifs des périmètres d'irrigation évoluent rapidement vers l'amélioration des performances économiques.

La direction du périmètre de Wei Wei dans le district de West-Pokot, par exemple, décide au milieu des années 1990 d'orienter la production vers des denrées à plus forte valeur ajoutée, tels l'oignon et le piment, et plus récemment encore la production de graines hybrides pour le marché d'exportation. De fait, les principales compagnies nationales (*Kenya Seed Company*, *Western Seed Company* et *East African Company*) achètent ces graines à des prix jusqu'à trois fois supérieurs aux prix du maïs sur le marché local. L'agriculture irriguée est devenue le moteur de l'intégration socio-économique de la région, et a largement contribué au développement économique du centre de Sigor, en termes d'emplois et d'activités génératrices de revenus. De nombreuses familles prennent exemple sur les fermiers du périmètre et étendent les surfaces cultivées en périphérie du projet. De même, certains éleveurs débroussaillent les rives des rivières traversant la plaine adjacente pour y pratiquer une agriculture de décrues dont les productions sont quasi entièrement tournées vers la vente en gros.

De tels changements impliquent de profondes dynamiques socio-spatiales. Celles-ci sont d'abord illustrées par la diversification des activités économiques familiales et des inégalités exacerbées : une forte corrélation existe désormais entre la surface des parcelles irriguées et la taille des troupeaux familiaux. En pratiquant l'irrigation, les riches éleveurs en particulier renforcent leur position vis-à-vis des pauvres ; ils contrôlent le capital et la force de travail nécessaires pour répondre aux coûts de l'agriculture irriguée et sont donc dans la capacité de cultiver de larges parcelles. Ensuite, ils investissent généralement les productions agricoles dans un troupeau dont la structure est adaptée au marché au bétail^{ix} ; les animaux constituent alors un capital qu'il est possible de convertir en temps et en heure en intrants afin d'augmenter les rendements agricoles. A l'inverse, les éleveurs les plus pauvres cultivent de petites superficies pour survivre ; les productions agricoles étant rarement suffisantes, ils sont bien souvent contraints de vendre leurs bêtes pour compléter leur régime alimentaire, suivant ainsi un cycle de décapitalisation.

Ces nouvelles stratifications sociales ne sont pas sans effet sur l'évolution des droits fonciers (Woodhouse, 2000). Les agro-pasteurs les plus aisés disposent généralement des meilleures terres et ont tendance à en sécuriser l'accès pour se les approprier plus durablement^x. Des clôtures d'un genre nouveau, en fils barbelés, témoignent de la pression foncière engendrée par l'agriculture commerciale. En conséquence, les agro-pasteurs les moins aisés sont contraints de pratiquer une agriculture sèche ou du moins une agriculture irriguée aux rendements moins conséquents en périphérie des périmètres officiels. Cette extension du domaine agricole sur le domaine pastoral est d'autant plus importante que le nombre d'éleveurs démunis augmente. Paradoxalement, l'appauvrissement de ces éleveurs est une des conséquences de l'extension des zones irriguées sur les aires de pâtures ; un processus qui interfère avec les mouvements des troupeaux et touche par conséquent la production pastorale.

Peu d'éleveurs s'opposent à l'extension des zones irriguées, notamment parce qu'ils en profitent eux-mêmes, soit qu'ils cultivent, soit qu'ils reçoivent une part des productions (par don ou troc), ce qui leur évite de puiser trop de nourriture dans leurs troupeaux et pourrait alors affecter leur productivité. Cependant, conscients du danger que représente cette extension de l'agriculture sur leurs pâturages, ils réagissent en étendant eux aussi l'espace agricole, non pas parce qu'ils en ont réellement besoin, mais surtout pour sécuriser des terres qui peuvent éventuellement être utilisées par leurs animaux après les récoltes.

Dans un contexte particulier, sur les limites administratives notamment, la menace que représente l'appropriation des terres est assez forte pour mobiliser les communautés locales, et cela en dépit des différences internes entre riches et pauvres. Aussi, même si les rendements sont limités, l'agriculture est-elle devenue un moyen d'affirmer des revendications territoriales (Little, 1992). Ce mouvement est largement influencé par les politiciens kenyans, pour qui l'investissement agricole est autant un moyen de sécurisation foncière et territoriale qu'une stratégie de développement économique. Dans ce cadre, les périmètres d'irrigation sont susceptibles de promouvoir de nouveaux types de conflits, comme c'est le cas entre les Pokot et les Marakwet sur les piémonts Cherangani. Là, l'essor d'une agriculture

irriguée tournée vers des productions de rentes (mangues, bananes, citrons, etc...) permet aux agropasteurs marakwet de s'intégrer aux réseaux socio-économiques nationaux^{xi}, tandis que les éleveurs pokot restent en marge de cette évolution. D'une part, ils ont perdu l'accès aux pâturages que les Marakwet leurs laissaient autrefois après les récoltes de céréales. D'autre part, celles-ci ayant été remplacées par des cultures plus pérennes (type agro-foresterie), ils éprouvent désormais des difficultés à s'approvisionner en céréales et sont sous le joug d'une insécurité alimentaire chronique. Enfin, face au succès de l'agriculture irriguée marakwet -et à leur réinvestissement dans l'élevage- les termes de l'échange donnant autrefois l'avantage aux éleveurs pokot leur sont aujourd'hui défavorables.

2. Restocking et réinsertion pastorale

Contrairement aux projets de périmètres irrigués, les programmes de *restocking* s'attachent plutôt à réintégrer les éleveurs démunis en milieu pastoral. Insistant pour rappeler que l'élevage est la seule activité viable à long terme dans un environnement semi-aride et que les pasteurs ont de bonnes compétences en gestion animale, mais que des facteurs extérieurs interfèrent dans le bon fonctionnement de l'activité pastorale, que trop de zones sont sous-exploitées et que les systèmes d'entraide ne fonctionnent pas à plein, ces programmes proposent de redonner pouvoir et capacités aux éleveurs en leur offrant le cheptel nécessaire à la reconstitution de troupeaux familiaux. Concrètement, les organisations prônant le *restocking* acquièrent des animaux pour les confier à des éleveurs en difficulté. Le succès de cette entreprise est garanti par la définition d'un « troupeau viable », laquelle varie en fonction des communautés ciblées (Hogg, 1988), du niveau de suivi vétérinaire des animaux et de suivi alimentaire des familles. Ces suivis permettent en outre de contrôler la direction des transhumances, de limiter leur ampleur et de veiller par conséquent à ce que les familles évitent les zones de conflits.

Le *restocking* peut être assimilé à un programme de réinsertion des éleveurs dans la vie locale rurale, puisqu'il a pour objectif de permettre aux éleveurs les plus démunis de construire des réseaux de solidarité, ce qui doit en théorie leur offrir l'opportunité de mener à bien une activité pastorale. Ces enjeux sont liés à ceux de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, entendue comme un moyen d'œuvrer pour la sécurité physique. En effet, les éleveurs dont les troupeaux sont ainsi reconstitués n'auraient plus besoin de voler les animaux des groupes voisins^{xii}.

La dimension territoriale des raids de bétail est cependant rarement prise en considération dans ces projets. En effet, s'il est question de réinvestir l'espace pastoral, les relations de complémentarité reliant les différentes zones de production, les relations de proximité entre groupes, par exemple, sont souvent ignorées par les artisans des programmes de développement. Le *restocking* renforce en fait les termes de l'échange au profit des communautés d'éleveurs sous l'influence du projet. Les rapports de force entre communautés pastorales voisines sont alors susceptibles d'évoluer : celles bénéficiant du projet passant d'une position vulnérable à une position de puissance relative. Ces effets de déséquilibre -ou de rééquilibrage- des rapports entre communautés sont au centre de la problématique des conflits et sont donc à prendre en compte dans l'objectif de développement via la reconquête de l'espace pastoral et la lutte contre les inégalités sociales et spatiales.

Parce qu'il cherche à renforcer les capacités productives des éleveurs, le *restocking* soutient l'idée que le pastoralisme garantit en fin de compte un certain niveau de richesse. Cette approche est certes particulièrement populaire et socialement plus acceptable pour les éleveurs, mais elle ne règle pas le problème de fond lié à la marginalisation et à l'intégration de l'espace pastoral dans le cadre socio-économique national. En effet, la grande majorité des éleveurs du nord-ouest du Kenya restent à l'écart du marché national ; d'autant plus que la libéralisation de la filière du bétail rend le marché

inaccessible sans investissements importants (et non sécurisés), tant que la région demeure dans une situation périphérique par rapport aux principaux marchés urbains^{xiii}.

3. Le développement : minimiser les risques, mais aussi oser en prendre...

Le raid est interprété par certains opérateurs de développement comme une pratique normative, commune à toutes les sociétés du Nord-Ouest du Kenya, du Sud-Soudan et du Nord-Est de l'Ouganda. De tout temps, des guerriers, de la même ou de différentes ethnies, se sont associés pour attaquer et dérober les troupeaux d'éleveurs avec lesquels ils étaient en conflit ouvert (Turton, 1979). Les raids s'inscrivent en fait dans le cadre de stratégies d'adaptation pour faire face aux perpétuelles évolutions socio-économiques induites par les crises (sécheresse, épizooties, etc...). Ils sont conçus comme des pratiques de recouvrement de capital bétail. Ils permettent notamment la diffusion et le transfert d'animaux d'un groupe à l'autre et sur des distances relativement importantes, évitant ainsi la concentration des troupeaux dommageable pour l'environnement.

Si l'approche des opérateurs de développement possède des aspects « sécuritaires » dans le sens où elle a pour but de sécuriser en minimisant certains risques (et par exemple en limitant les conflits latents et le recours à des stratégies violentes telles que les raids), on se doit de reconnaître que développement et sécurité ne riment pas toujours pour autant. Les projets sont généralement très sectorisés et localisés, donc sans grande perspective vis-à-vis de la dimension territoriale des conflits et surtout générateurs d'inégalités spatiales. De plus, le développement, en tant que processus visant un changement, génère aussi des risques. En stimulant l'intégration à une économie de marché plus large, les producteurs se doivent de devenir des entrepreneurs en prise avec une concurrence à l'échelle nationale, mais se retrouvent souvent assez désorientés face aux risques à prendre : les stratégies qu'ils mettaient en œuvre autrefois en réaction aux divers aléas (diversité des animaux élevés, dispersion et division des troupeaux) ne sont pas forcément adaptées aux nouvelles règles du marché^{xiv}. Et, les tentatives de renforcement territorial aujourd'hui mises en place par les communautés locales pour sécuriser leurs ressources face à la pression foncière et à la libéralisation des filières agricoles sont susceptibles, quant à elles, de stimuler des conflits. En effet, elles s'appuient entre autres sur des sentiments identitaires, des droits exclusifs et des revendications foncières (le sentiment identitaire étant généralement stigmatisé autour de la question foncière) qui composent le ferment sur lequel les situations conflictuelles se développent.

Ainsi, le processus de développement n'est pas sans risque. Il peut d'ailleurs devenir lui-même un objet de revendication : source d'inégalités d'un nouveau genre, il peut devenir le moteur de conflits et la cause de plus d'insécurité encore pour ceux qui en sont exclus.

Si le règlement des conflits est présenté par l'Etat comme un préalable à l'intégration et au développement, force est de constater que la militarisation de la zone et les interventions musclées accentuent au contraire l'état d'insécurité. Si les revendications des politiciens locaux s'avèrent légitimes (l'Etat central ne semble effectivement pas avoir de politique d'aménagement particulière de la zone), leurs discours ne font qu'attiser les conflits plus qu'ils ne les résolvent ; leurs joutes verbales ont pour effet de déplacer des conflits locaux sur la scène nationale, de leur donner une dimension territoriale qui rend leur résolution d'autant plus complexe. Mettant en avant la recherche de la sécurité des personnes, les opérateurs de développement entendent, quant à eux, sécuriser par le

développement ; mais, ils présentent trop souvent les populations locales comme des victimes, et non comme des acteurs du territoire.

Loin d'être en contradiction, ces différentes approches sont complémentaires. En effet, si l'approche en termes de sécurité ne recouvre pas la notion de développement, elle permet d'entrevoir les diverses problématiques liées aux raids et en élargit donc le champ. Il ne faudrait cependant pas que cette entrée sécuritaire des projets soit assimilée au développement lui-même, ce qui risquerait d'amener des organismes spécialisés dans la sécurité à intervenir sous le prétexte du développement ; le glissement vers un « développement casqué » porterait alors préjudice aux actions des organisations de développement^{xv}. Le problème actuel n'est-il pas surtout le manque de coordination et de dialogue entre les différents acteurs institutionnels, entre Etat et opérateurs de développement, entre les différentes organisations para-étatiques, et entre les différents opérateurs de développement eux-mêmes ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anderson, DM. and Broch-Due, V. (eds.), 1999, The poor are not us: Poverty and pastoralism in East Africa, London: James Currey. (Collection Eastern African Studies). 336 p.
- Bernus, E., Pouillon, F., (eds), 1990, Sociétés pastorales et développement, Cahier des Sciences Humaines, Paris : Orstom, No. 1-2, Vol. 26, 287 p.
- Bolling, M., 1993, 'Intra- and interethnic conflict in northwest Kenya: a multicausal analysis of conflict behaviour', Anthropos, No.88, pp. 176-184.
- Bourmaud, D., 1988, Histoire politique du Kenya: Etat et pouvoir local, Paris: Karthala, 326 p.
- Huchon, J., 2004, Intégration et conflits d'espaces : les dynamiques territoriales des Pokot (Nord-Ouest Kenya), Toulouse : Université de Toulouse Le Mirail, 427 p. (Thèse de doctorat.: Etudes Rurales, mention géographie.: Toulouse Le Mirail.: 2004).
- Hogg, R., 1988, Changing perceptions of pastoral development : a case study from Turkana District, Kenya, in Brokenska, DW., Little, PD. (eds.), Anthropology of development and change in East Africa, Londres : Westview Press, pp. 183-201.
- Little, PD., 1992, The elusive granary, herder, farmer and state in northern Kenya, Cambridge :University Press, 212 p.
- Médard, C., 1998, 'Dispositifs électoraux et violence ethniques : réflexion sur quelques stratégies territoriales du régime kenyan', Politique Africaine, No. 70, pp. 32-40.
- Mwangi Kagwanja, P., 2001, Raiding democracy : The slaughter of the Marakwet in the Kerio Valley, Nairobi: Kenya Human Rights Commission, 64 p.
- Turton, D., (eds.), 1979, Warfare among East African herders, Osaka: National Museum of Ethnology, (Senri ethnological studies ; no. 3), pp. 33-53.
- Woodhouse, P., Berstein, H., Hulme, D., 2000, African enclosure ? The social dynamics of wetlands in drylands, Oxford : James Currey, 238 p.

NOTES

ⁱ Ces dernières interventions renforcent d'ailleurs, assez paradoxalement, l'impression d'insécurité : le paysage semble peut-être d'autant plus dangereux que la région a mauvaise réputation.

ⁱⁱ Les populations locales évoquent ces lieux comme des « *buying centers* ». Il ne faut pas seulement les regarder comme des localités (il n'y a pas nécessairement de résidents permanents), la moindre petite baraque, un entrepôt de grossistes peut incarner ce type de lieu.

ⁱⁱⁱ On notera que la même politique d'encadrement territorial est actuellement suivie dans le processus de construction du nouvel Etat du Sud-Soudan.

^{iv} Renard, JP., 2002, 'La frontière : limite géopolitique majeure mais aussi aire de transition', in A. Gamblin (eds), Limites et discontinuités en géographie, Paris: SEDES, p. 61: « *Symbole de fermeture et d'exclusion pour les uns, la frontière est appréhendée en termes d'ouverture et d'intégration pour d'autres. Synonyme de repli et de protection militaire (...), elle peut être également le point de départ d'une expansion ou encore de la diffusion d'une culture, d'une économie* ».

^v Médard, C. 1999, Territoire de l'ethnicité : encadrement, revendications et conflits territoriaux au Kenya, Paris : Université de Paris I, 383 p. (Thèse de doctorat. :géographie. : Paris 1):15-14 : « *le caractère défensif du territoire, normalement orienté vers l'extérieur, se retourne pour contrôler aussi l'espace intérieur. Il s'agit du cloisonnement territorial (...). Le principe de contrôle territorial fondé sur la frontière est appliqué à l'espace intérieur* ».

^{vi} Buijtenhuijs, R., 1998, 'L'insurrection Mau Mau', in Grignon, F., Prunier, G., (eds), Le Kenya Contemporain, Paris : Karthala-IFRA, pp. 95-113 : Le Kenya était une colonie de peuplement. Les hauts plateaux sont ainsi devenus les terres blanches (ou *White Highlands*) où seuls des blancs pouvaient détenir des droits fonciers. Ces *White Highlands* représentaient environ 20 % des terres arables du pays.

^{vii} La hausse du chômage et la pression foncière doivent notamment être reliées à la croissance démographique qu'a connu le Kenya dans les années 1980 (3,8 %, un des taux de croissance de la population les plus élevés au monde).

^{viii} Ces programmes visent à reconstituer les troupeaux d'éleveurs démunis, afin qu'ils puissent continuer une activité pastorale.

^{ix} Les agro-pasteurs investissent notamment dans l'achat de mâles qui constituent le meilleur investissement sur le marché national. A l'inverse, les éleveurs tournés vers une économie pastorale préfèrent investir dans l'achat de femelles, dont la valeur d'échange est localement la plus importante.

^x Les terres sont sous le régime du *trust land* (« terres communautaires », gérées par les gouvernements locaux).

^{xi} Comme en témoignent les nombreuses écoles et dispensaires qui longent l'escarpement. Ces écoles furent d'ailleurs fermées de 1997 à 2002 du fait des risques d'attaques pokot. Ces mêmes attaques ont conduit de nombreuses familles (près de 10 000 personnes) à se réfugier et à investir sur les hautes terres.

^{xii} En réalité, d'autres facteurs influencent aussi la décision de mener des raids (la vengeance, la pression sociale, le souci de régler une compensation matrimoniale dont le montant est d'autant plus élevé que les raids sont fréquents).

^{xiii} A l'échelle nationale, le commerce du bétail du nord-ouest du Kenya est en concurrence avec le bétail maasaï du district de Kajiado et celui de la Province du Northeastern, tous deux bénéficiant d'un meilleur accès au principal marché national, à Nairobi. Ces districts sont par ailleurs sous contrôle vétérinaire constant (les campagnes de vaccinations sont régulières). A l'inverse, les marchés des districts du nord-ouest sont souvent mis sous quarantaines.

^{xiv} Par exemple et brièvement, la dispersion et la division des troupeaux, dans un souci de rationalisation de la main d'œuvre et de partage des risques, impliquent notamment le partage des droits sur les animaux. Aussi, un éleveur pourra vendre sa bête seulement si l'ensemble de ses associés/ éleveurs sont d'accord. Aussi, la vente d'un animal peut s'avérer être une démarche particulièrement complexe.

^{xv} Chataigner, JM., (2004), Aide publique au développement et réformes des systèmes de sécurité, Afrique Contemporaine, Dossier Paix, Sécurité, Développement, No. 209, pp. 39-49 : « *une chose est de permettre aux spécialistes du développement d'agir sur les questions de sécurité pour promouvoir un développement humain durable [...], une autre serait de subordonner les objectifs de développement à des considérations de défense ou de pure stabilité de régimes à la liberté interne contestée. [...] Où placer désormais la frontière entre d'un côté, ce qui peut relever de l'aide dans une démarche de prévention des conflits et de développement et, de l'autre, ce qui ressort d'une (action) militaire classique ? [...] N'y a-t-il pas un risque que les dépenses de sécurité absorbent progressivement des fonds qui auraient été autrement consacrés au développement humain, à la lutte contre la pauvreté, voire à la croissance économique ?* ».